



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.715/4
du 5 février 2018

advies 62.715/4
van 5 februari 2018

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'relatif à la
situation administrative et
pécuniaire des membres du
personnel contractuel des
organismes d'intérêt public de
la Région de
Bruxelles-Capitale'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'betreffende de
rechtspositie en de
bezoldigingsregeling van de
contractuele personeelsleden
van de instellingen van
openbaar nut van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest'

Le 20 décembre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de soixante jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 5 février 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 février 2018.

*

Op 20 december 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van zestig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 5 februari 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 februari 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

L'article 1^{er}, § 2, du projet précise :

« Lorsqu'il est fait référence au statut, il y a lieu d'entendre l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale du XXX ».

Plusieurs dispositions du projet examiné renvoient par ailleurs à certains articles, chapitres ou titres précis de ce statut.

Le statut en question est en cours d'adoption et est actuellement soumis à l'avis de la section de législation sous la référence n° 62.721/4 ¹.

Par conséquent, c'est sous la réserve de ce que ce projet de statut soit effectivement adopté et sous la réserve des observations formulées par la section de législation sur ce projet de statut que le présent projet est examiné.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. En ce qui concerne le fondement juridique du projet, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités préalables, il est renvoyé à l'avis n° 62.714/4, donné ce jour sur le projet d'arrêté du Gouvernement 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles', moyennant les adaptations nécessaires.

Le projet faisant l'objet du présent avis est en effet similaire au projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles' sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 62.714/4.

Il convient en outre de tenir compte des observations qui suivent.

¹ Il s'agit du projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

2. Dans l'avis n° 54.921/2 donné le 5 mars 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'², la section de législation a formulé les observations générales suivantes :

« Les différences entre le projet à l'examen et celui faisant l'objet de l'avis n° 54.920/2 précité tiennent essentiellement à la structure des organismes d'intérêt public, de sorte que les autorités compétentes, par exemple pour engager les membres du personnel, ne sont pas les mêmes que pour les membres du personnel du ministère.

L'auteur du projet veillera, à cet égard, à mettre le projet en concordance avec les ordonnances créant les différents organismes d'intérêt public.

Ainsi, à titre d'exemple, en vertu de l'article 17 de l'ordonnance du 3 décembre 1992 'relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale', c'est également le Conseil d'administration qui nomme, suspend et révoque le personnel des niveaux B, C, D et E. L'article 3, § 4, ne peut donc prévoir que les contrats sont signés par les fonctionnaires dirigeants ou leur(s) délégué(s) et l'article 10, § 4, que la décision d'engagement jusqu'au rang A 1 est prise par les fonctionnaires dirigeants ou leur(s) délégué(s).

La même observation peut être faite à propos de l'Office régional bruxellois de l'Emploi, l'article 35 de l'ordonnance du 18 janvier 2001 'portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi'³ donnant compétence au Comité de gestion de nommer, promouvoir et révoquer le personnel précité ».

Ces observations peuvent être réitérées, *mutatis mutandis*, à propos du projet examiné.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 4, il convient de viser « l'article 17 » et de préciser « tel que modifié par l'ordonnance du 6 novembre 2003 »⁴.

2. À l'alinéa 5, il y a lieu de viser l'ordonnance du 18 janvier 2001 suivie de son intitulé actuel⁵, à savoir 'portant organisation et fonctionnement d'Actiris' et de préciser que les articles 23 et 34 ont été modifiés par l'ordonnance du 8 décembre 2016.

² <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54921>.

³ Réintitulée l'ordonnance 'portant organisation et fonctionnement d'Actiris'.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27.

⁵ Depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'modifiant l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi en vue de mettre en œuvre la Sixième Réforme de l'État et de modifier la dénomination de cet office'.

3. À l'alinéa 7, il y a lieu de mentionner l'article 40 et non l'article 30 de l'ordonnance.

En effet, suite aux modifications introduites par l'ordonnance du 11 juillet 2013, l'habilitation donnée au Gouvernement de fixer le statut administratif et pécuniaire du personnel de la SLRB est désormais prévue à l'article 40 et non plus à l'article 30 de l'ordonnance ⁶.

4. Dès lors que le champ d'application de l'arrêté en projet est censé correspondre au champ d'application du projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale' soumis à l'avis de la section de législation sous le numéro de rôle 62.721/4, il y a lieu de compléter le préambule par la mention de l'article 9, alinéa 3, de l'ordonnance du 28 mai 2015 'créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale', ainsi que de l'article 10 de l'ordonnance du 29 juillet 2015 'portant création du Bureau bruxellois de la planification'.

5. À l'alinéa 13, les mots « de l'Office régional bruxellois de l'Emploi » seront remplacés par les mots « d'Actiris ».

Cette observation vaut pour la suite du projet, chaque fois que sont mentionnés soit les mots « l'Office régional bruxellois de l'Emploi (ORBEm) », soit les mots « l'ORBEm ».

6. Le préambule sera complété par un alinéa relatif au test genre.

7. L'alinéa 16 relatif à l'avis du Conseil d'État doit être rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 62.715/4 du Conseil d'État donné le 5 février 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » ⁷.

8. La formule de délibération du Gouvernement manque ⁸.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il convient de préciser que les organismes visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux énumérés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du projet de statut des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale. En effet, le seul renvoi, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, du projet, à l'article 2, § 1^{er}, du projet de statut précité, permet seulement de comprendre

⁶ Voir en ce sens, l'avis n° 54.921/2, précité.

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

⁸ *Ibid.*, recommandation n° 43 et formule F 3-9-2.

la notion d'organisme mais ne permet pas de déterminer aux agents contractuels de quels organismes le projet est applicable.

Partant, au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il y a lieu d'écrire « à l'article 1^{er}, § 1^{er} ».

Article 5

Au paragraphe 3, les mots « sont dispensées de la procédure prévue à cette disposition » seront remplacés par les mots « sont dispensés de la condition prévue au paragraphe 1^{er}, 6^o ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

In artikel 1, § 2, van het ontwerp staat het volgende:

“§ 2. Wanneer een verwijzing plaatsvindt naar het statuut, dient hieronder te worden begrepen het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van XXX houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.”.

In verscheidene bepalingen van het voorliggende ontwerp wordt overigens verwezen naar welbepaalde artikelen, hoofdstukken of titels van dat statuut.

De procedure voor de vaststelling van dat statuut is hangende en het statuut ligt thans voor advies voor bij de afdeling Wetgeving onder rolnummer 62.721/4.¹

Dit ontwerp wordt dan ook onderzocht onder het voorbehoud dat dat ontwerpstatuut daadwerkelijk vastgesteld wordt en onder voorbehoud van de opmerkingen die de afdeling Wetgeving over dat ontwerpstatuut formuleert.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Wat de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten betreft, wordt *mutatis mutandis* verwezen naar advies 62.714/4, heden verstrekt over het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’.

Het ontwerp waarover dit advies gegeven wordt, vertoont immers gelijkenissen met het ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ waarover de afdeling Wetgeving heden advies 62.714/4 heeft uitgebracht.

¹ Het gaat om het ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Daarnaast moet rekening worden gehouden met de volgende opmerkingen.

2. De afdeling Wetgeving heeft de volgende algemene opmerkingen gemaakt in advies 54.921/2, dat op 5 maart 2014 uitgebracht is over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’²:

“De verschillen tussen het voorliggende ontwerp en het ontwerp waarover het voornoemd advies 54.920/2 gegeven is, houden in hoofdzaak verband met de structuur van de instellingen van openbaar nut, zodat de overheden die bijvoorbeeld bevoegd zijn voor het in dienst nemen van personeelsleden, niet dezelfde zijn als voor personeelsleden van het ministerie.

De steller van het ontwerp dient er in dat opzicht op toe te zien dat het ontwerp in overeenstemming gebracht wordt met de ordonnanties waarbij de onderscheiden instellingen van openbaar nut worden opgericht.

Krachtens artikel 17 van de ordonnantie van 3 december 1992 ‘betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven, en de aanhorigheden ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, is het bijvoorbeeld de raad van bestuur die de personeelsleden van de niveaus B, C, D en E benoemt, schorst en afzet. In artikel 3, § 4, mag derhalve niet worden bepaald dat de overeenkomsten ondertekend worden door de leidende ambtenaren of hun gemachtigde, noch mag in artikel 10, 4, worden bepaald dat de beslissing tot indienstneming tot en met rang A1 genomen wordt door de leidende ambtenaren of hun afgevaardigde(n).

Dezelfde opmerking kan worden gemaakt wat betreft de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, in welk verband in artikel 35 van de ordonnantie van 18 januari 2001 ‘houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling’³ bepaald wordt dat het Beheerscomité bevoegd is om het voornoemd personeel te benoemen, te bevorderen en af te zetten.”.

Die opmerkingen gelden eveneens, *mutatis mutandis*, voor het voorliggende ontwerp.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het vierde lid dient verwezen te worden naar “artikel 17” en dient gepreciseerd te worden “gewijzigd bij de ordonnantie van 6 november 2003”.⁴

² <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54921>.

³ Thans de ordonnantie ‘houdende organisatie en werking van Actiris’.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27.

2. In het vijfde lid dient verwezen te worden naar de ordonnantie van 18 januari 2001 met vermelding van het huidige opschrift,⁵ namelijk ‘houdende organisatie en werking van Actiris’ en dient gepreciseerd te worden dat de artikelen 23 en 34 gewijzigd zijn bij de ordonnantie van 8 december 2016.

3. In het zevende lid moet artikel 40 van de ordonnantie vermeld worden in plaats van artikel 30.

Ten gevolge van de wijzigingen die in die ordonnantie aangebracht zijn bij de ordonnantie van 11 juli 2013 wordt immers in artikel 40 en niet meer in artikel 30 van de ordonnantie bepaald dat de Regering gemachtigd is om het administratief en geldelijk personeelsstatuut van de BGHM vast te stellen.⁶

4. Aangezien het toepassingsgebied van het ontworpen besluit in principe overeenstemt met het toepassingsgebied van het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, dat aan de afdeling Wetgeving om advies is voorgelegd onder rolnummer 62.721/4, dient de aanhef aangevuld te worden met een vermelding van artikel 9, derde lid, van de ordonnantie van 28 mei 2015 ‘tot oprichting van een instelling van openbaar nut waarin het beheer van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is samengebracht’, alsook van artikel 10 van de ordonnantie van 29 juli 2015 ‘houdende oprichting van het Brussels Planningsbureau’.

5. In het dertiende lid moeten de woorden “van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsmiddeling” vervangen worden door de woorden “van Actiris”.

Die opmerking geldt ook voor het vervolg van het ontwerp, telkens wanneer de woorden “de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsmiddeling (BGDA)” of de woorden “de BGDA” worden gebruikt.

6. De aanhef moet worden aangevuld met een lid dat betrekking heeft op de gendertest.

⁵ Sinds de inwerkingtreding van de ordonnantie van 8 december 2016 ‘tot wijziging van de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling met het oog op de verwezenlijking van de Zesde Staatshervorming en de wijziging van de naam van deze dienst’.

⁶ Zie in die zin het voornoemde advies 54.921/2.

7. Het zestiende lid, waarin verwezen wordt naar het advies van de Raad van State, dient als volgt te worden gesteld:

“Gelet op advies 62.715/4 van de Raad van State, op 5 februari 2018 gegeven met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”⁷

8. De vermelding van de beraadslaging binnen de regering ontbreekt.⁸

DISPOSITIEF

Artikel 1

In paragraaf 1, tweede lid, dient te worden gepreciseerd dat de instellingen bedoeld in het eerste lid, die zijn die worden opgesomd in artikel 1, § 1, van het ontwerpstatuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De loutere verwijzing in artikel 1, § 1, tweede lid, van het ontwerp, naar artikel 2, § 1, van het voornoemde ontwerpstatuut, maakt het immers enkel mogelijk het begrip instelling te begrijpen maar niet te bepalen op welke contractuele personeelsleden van welke instellingen het ontwerp van toepassing is.

Bijgevolg schrijve men in paragraaf 1, tweede lid, “in artikel 1, § 1”.

Artikel 5

In paragraaf 3 moeten de woorden “zijn vrijgesteld van de procedure voorzien in deze bepaling” vervangen worden door de woorden “zijn vrijgesteld van de procedure waarin is voorzien in paragraaf 1, 6^o”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

⁷ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

⁸ *Ibid.*, aanbeveling 43 en formule F 3-9-2.